COMMUNIQUE DE PRESSE

BSK Immobilier prend position dans la lutte contre le blanchiment d'argent en ajoutant à ses services l'Intelligence Augmentée d'AP Solutions IO

BSK Immobilier, l'un des leaders de la transaction immobilière,

vient d'ajouter un nouvel outil au service de son réseau de Mandataires

pour prévenir La Lutte Contre le Blanchiment d'Argent et le Financement du Terrorisme (LCB-FT).

Paris, le 4 septembre 2023

Ce sont plus de 166 000 informations reçues par Tracfin en 2022 dont plus de 162 000 déclarations de soupçons*. En mettant en place un puissant système LCB-FT, le réseau de mandataires immobilier, **BSK Immobilier**, envoie un signal fort à ses clients, partenaires commerciaux et régulateurs. Celui-ci prouve qu'il considère sérieusement la lutte contre ces activités illicites et qu'il s'engage à maintenir un environnement commercial transparent et éthique.

C'est vers le choix de **l'outil APScan**, de la société **AP Solutions IO** que s'est tourné BSK Immobilier. **Lionel Pelletier, Fondateur et PDG de BSK Immobilier** explique son choix :

- "Il s'agit de la solution de conformité, la plus performante du marché, permettant d'automatiser et de couvrir 100% de nos obligations réglementaires."

- "Leur technologie d'Intelligence Augmentée de dernière génération permet de garantir la traçabilité réclamée par la DGCCRF, tout en réduisant considérablement le taux d'alertes à traiter et en permettant un gain de temps considérable pour nos équipes."

Bref, BSK Immobilier prend un train d'avance et optimise une fois encore les services apportés à son réseau, pour être en totale conformité avec la réglementation LCB-FT grâce à la puissance de l'outil d'AP Solutions IO.

**Source : economie.gouv.fr*

À propos de BSK Immobilier : Riche de ses origines comme de sa vision, BSK Immobilier accompagne depuis 2010 près de 2 000 mandataires immobiliers en France et dans les DOM. Le réseau BSK, ancré sur une histoire familiale, mise sur son authenticité et ses valeurs de partage. Une stratégie gagnante, puisque celui-ci se positionne comme le 6e réseau en nombre de mandataires immobiliers en France**. Le réseau arrive également 9e aux Champions de la Croissance en 2022 dans le secteur de l'immobilier avec plus de 60 % de croissance selon les Échos. Ces dix derniers mois le confirment : 25,5 % de croissance pour le réseau BSK depuis le 01/10/2022*, quand les autres réseaux observent, au mieux, une croissance plus modérée.

***Source : Meilleurs Réseaux, donnée au 24/04/2023.*

À propos de AP Solutions IO : AP Solutions IO est la RegTech nouvelle génération qui propose de puissantes applications Saas, Web & API pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT), l'anti-corruption et l'export control. Grâce à son expertise historique, la performance & la puissance de ses outils, AP Solution IO a déjà agrégé bon nombre de clients prestigieux dans des domaines aussi variés que la Banque-Gestion d'actifs - Organismes financiers, les Assurances, Prévoyance, Mutuelle & Courtiers, les Jeux en ligne, les Titres Cadeaux & Restaurant, L'immobilier…

Contacts Presse :

AP Solutions IO
Dominique Baumier
Head of Sales & Marketing
+33.6.40.49.76.62
dominique.baumier@ap-solutions.io

BSK Immobilier
Carole Vincent
Content Manager
+33.5.61.00.27.26 (choix N°5)
c.vincent@bskimmobilier.com

Les obligations LCB-FT des acteurs de l'immobilier :

Les obligations LCB-FT (Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme) imposées aux acteurs de l'immobilier peuvent varier d'un pays à l'autre en fonction de la législation nationale.

Cependant, voici les principales obligations LCB-FT généralement applicables aux acteurs de l'immobilier en France :

- **Identification et vérification de l'identité** : Les acteurs de l'immobilier doivent mettre en place des procédures pour identifier et vérifier l'identité de leurs clients, notamment les acheteurs, les vendeurs et les locataires. Cela implique de collecter des documents d'identification tels que des pièces d'identité ou des passeports, ainsi que des informations sur la source des fonds utilisés dans les transactions immobilières. Les personnes physiques, comme les personnes morales, doivent être filtrées à l'entrée en relation, mais également durant toute la relation commerciale, en criblant des listes de personnes et/ou transactions sensibles : Personnes Politiquement Exposées et leurs proches, Bénéficiaires Effectifs, Gel des Avoirs, Risques Pays...).

- **Déclaration de soupçon** : Les acteurs de l'immobilier sont tenus de signaler toute activité suspecte liée au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme aux autorités compétentes. Si des transactions ou des comportements semblent inhabituels, inexplicables ou potentiellement illégaux, une déclaration de soupçon doit être effectuée auprès de TRACFIN.

- **Conservation des données** : Les acteurs de l'immobilier doivent conserver des registres complets et précis de leurs transactions et des informations relatives à l'identification des clients pendant une période déterminée. Ces données doivent être facilement accessibles pour les autorités compétentes chargées de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

- **Formation et sensibilisation** : Les acteurs de l'immobilier doivent former leur personnel sur les risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, ainsi que sur les procédures et les obligations en matière de LCB-FT. Cette formation régulière permet de sensibiliser le personnel aux pratiques et aux signes indicateurs de transactions suspectes.

- **Évaluation des risques** : Les acteurs de l'immobilier doivent procéder à une évaluation des risques pour identifier les domaines de leur activité qui sont particulièrement vulnérables au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme. Cette évaluation permet de mettre en place des mesures de prévention proportionnées pour atténuer ces risques.

- **Collaboration avec les autorités** : Les acteurs de l'immobilier sont tenus de coopérer avec les autorités compétentes en leur fournissant toutes les informations demandées dans le cadre d'une enquête ou d'une procédure liée à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Il est essentiel pour les acteurs de l'immobilier de se familiariser avec les réglementations spécifiques de leur pays et de se conformer à toutes les obligations LCB-FT qui leur sont applicables. Ces obligations visent à prévenir l'utilisation du secteur immobilier à des fins illicites et à renforcer la transparence et l'intégrité du marché immobilier.

Pour aller plus loin https://www.ap-solutions.io/